

LES ZONES COTONNIÈRES AFRICAINES

DYNAMIQUES ET DURABILITÉ

Actes du Colloque de Bamako
Novembre 2017

Sous la Direction de :

Mamy SOUMARÉ
Michel HAVARD



CRÉDIT DE TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT DES PRODUCTEURS DE COTON : UN CAS AU CENTRE-BÉNIN

SOSSOU Koffi Benoît, Centre de Formation et de Recherche en matière de Population, Université Abomey-Calavi, Bénin.

FOK Michel, CIRAD, UR AIDA, Montpellier, France.

Auteur correspondant : Michel FOK , michel.fok@cirad.fr

RÉSUMÉ

Alors que l'exigence en trésorerie est accrue par la nécessité de rémunérer la main-d'œuvre pour compléter le travail fourni par la famille, l'octroi de crédit de trésorerie est peu pris en compte dans l'organisation de la production cotonnière en Afrique francophone. L'étude est la première à aborder les conditions d'octroi et les impacts du crédit informel de trésorerie pour les producteurs de coton de cette région. L'étude est basée sur l'analyse d'une politique particulière menée au Bénin, en 2012, d'octroi formel de crédit de trésorerie aux producteurs de coton. L'étude concerne le centre du Bénin où la politique mise en œuvre a attiré les opérateurs de crédit informel qui ont ainsi révélé les conditions de leur intervention. Avec la collaboration de 537 producteurs de coton relevant de 15 coopératives, l'étude montre que très peu d'entre eux ont échappé au recours aux opérateurs informels pour obtenir de la trésorerie, avec application d'un taux d'intérêt annuel pouvant dépasser les 200%. En valeur, le remboursement de ce crédit peut équivaloir voire dépasser celui du crédit acquis pour les intrants, absorbant ainsi la marge monétaire dégagée de la culture du coton. Les conditions observées du crédit informel ont enfermé les producteurs dans une trappe d'endettement et de pauvreté, au bénéfice d'acteurs ignorés de la filière cotonnière. Une absence ou inadaptation de politique de crédit formel de trésorerie aux paysans cultivant du coton pourrait surtout transférer le profit de cette culture aux acteurs de crédit informel et usuraire. Le recours au crédit de trésorerie devrait être davantage étudié et pris en compte dans l'organisation et la gestion des filières cotonnières.

Mots clés : Crédit de court terme, taux d'intérêt, coût de production, commercialisation, Bénin.

ABSTRACT

While the requirement for cash has been increasing along the need to pay labor external to family, the provision of cash credit is little taken into account in the management of cotton sectors in French speaking African countries. Our study is the first to address the conditions and impacts of the informal provision of cash credit to cotton producers in that region. The study is based on the appraisal of a particular policy implemented in Benin, in 2012, to formally provide cash credit to cotton producers. It is focused on the center of Benin where the execution of the policy has attracted informal operators to join in, hence revealing the conditions on how they operated. Thanks to the collaboration of 537 cotton producers involved in 15 cooperatives, our study showed that very few farmers have escaped from the intervention of informal players operating at an interest rate that could exceed 200% per year. The amount to reimburse cash credit could reach if not exceed that for input credit, hence swallowing the monetary margin from cotton growing. The observed conditions of the cash credit by informal operators were capturing farmers into a trap of debt and poverty, to the benefit of hidden players and ignored by the cotton sector organization. The lack or the inaccuracy of formal provision of cash credit to cotton producers could mainly lead to pass the benefit of cotton cultivation to players of informal and usury credit. The recourse to cash credit by cotton producers should be further analyzed and integrated into the organization and management of cotton sectors in African countries.

Keywords: Short term credit, interest rate, production cost, marketing, Benin

INTRODUCTION

Le caractère de trappe de pauvreté du crédit informel paraît s'imposer avec la tragédie de plusieurs épisodes de suicide des paysans en Inde (Sadanandan, 2014), ces derniers ayant préféré l'issue fatale plutôt que de se voir dépossédés de leurs terres qu'ils avaient gagées pour obtenir les crédits auprès des usuriers (Posani, 2009). Cette tragédie a particulièrement touché les zones cotonnières du pays, au point que de nombreux observateurs en ont rendu responsable soit la culture de coton soit le recours aux variétés transgéniques, même si les premiers épisodes de suicide étaient antérieurs à l'utilisation de ces variétés (Visvanathan, 1998).

Il n'y a cependant pas de fatalité de la trappe de pauvreté associée au recours au crédit comme en témoignent les appréciations longtemps positives des filières cotonnières dans les pays de l'Afrique francophone. Le succès de ces filières était jugé fondé sur l'organisation de la fourniture des intrants à crédit de manière formelle (Lele et al., 1989), réaffirmé dans des analyses plus récentes (Poulton et al. 2004; Thériault et Tschirley, 2014).

En Afrique, l'accent mis sur l'accès aux intrants à crédit pour produire a fait négliger l'analyse des crédits de trésorerie, surtout dans les pays cotonniers de l'Afrique francophone. En Asie, les modalités d'usure des crédits informels, avec des taux d'intérêt approchant les 100%, ont été observées au Népal (Adams et al., 2003), mais ces crédits ne toucheraient qu'une partie des paysans, comme au Myanmar (Kaino, 2006). En Afrique, Defo (2005) a indiqué que les commerçants n'étaient pas les seuls à prêter de l'argent aux paysans. Le banquier ambulant ou garde-monnaie, observé au Bénin, Togo et au Cameroun, mais aussi au Ghana où il est appelé «Susu collector» (Quartey et al, 2012), et dont l'activité consiste en effet à collecter l'argent des paysans, à le garder et à le restituer au bout d'une période, moins une rémunération pour service rendu (donc taux d'intérêt de dépôt négatif), peut aussi prêter de l'argent dans des conditions moins cernées que pour les commerçants. Ces derniers consentent des crédits de courte durée aux personnes en situation de besoin urgent de liquidité (Defo, 2005) à des taux d'intérêt mensuel de 5 à 20% par mois (soit 60-240% par an). De tels taux élevés sont pratiqués aussi par les associations traditionnelles d'épargne et de crédit dans les zones rurales du Nigeria, mais seulement à l'endroit des emprunteurs qui n'en sont pas membres (Eboh, 2000).

Le présent article vise à cerner l'étendue, les modalités et l'incidence du recours au crédit informel de trésorerie sur la rentabilité de la culture cotonnière dans le cas du Bénin et dans un contexte particulier avec la mise en œuvre, en 2012, d'une mesure gouvernementale pour octroyer du crédit de trésorerie de manière formelle sans réussir à supprimer le crédit informel, bien au contraire.

MATÉRIELS ET MÉTHODES

PRÉSENTATION DU CADRE D'ÉTUDE

L'étude a été réalisée dans le département des Collines au centre du Bénin où la production cotonnière a baissé depuis une dizaine d'années (Kpadé 2011).

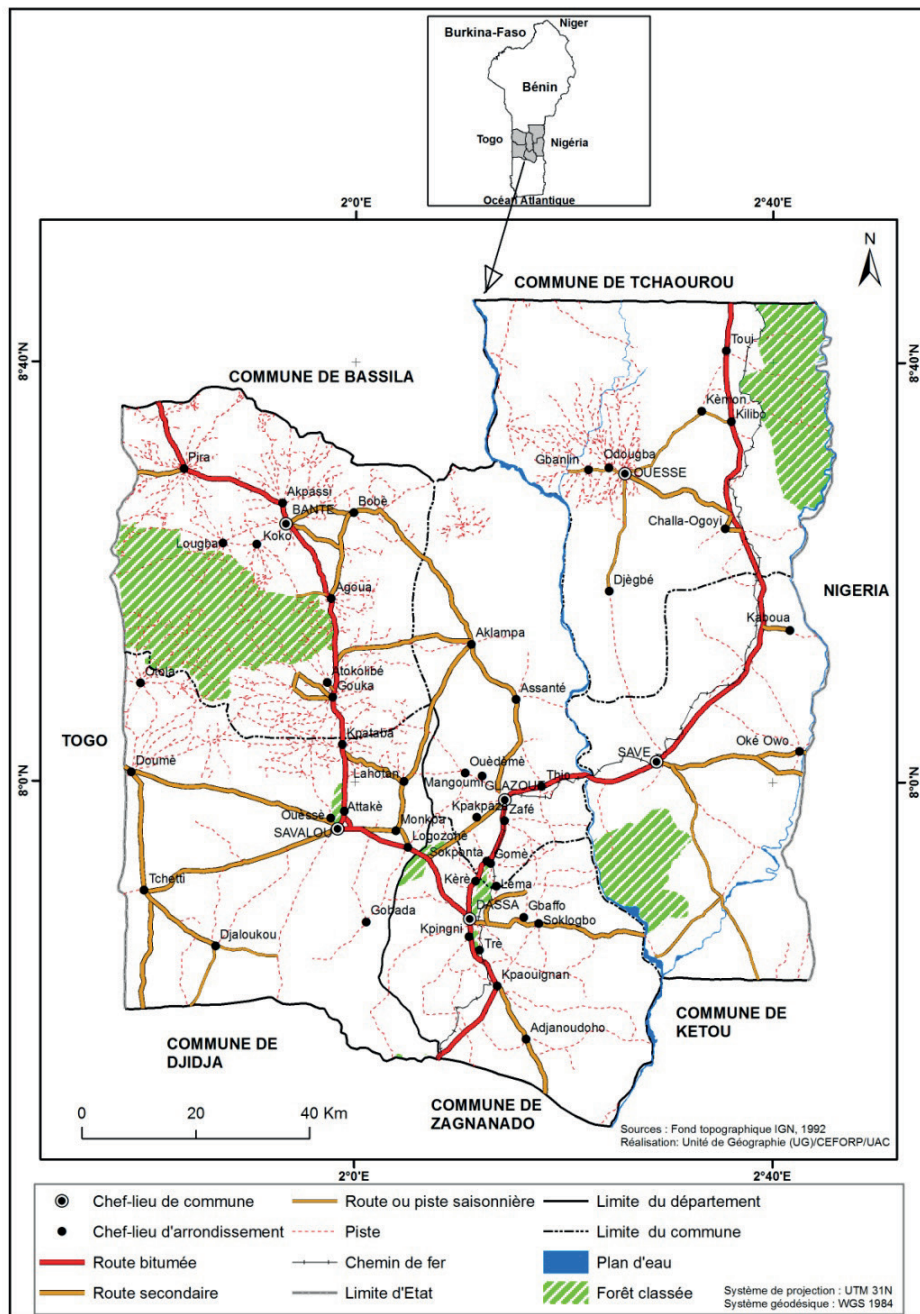


Figure 1: Secteur d'étude

CONTEXTE, DONNÉES ET LEUR TRAITEMENT

L'étude est réalisée dans un contexte particulier où la mesure gouvernementale d'octroi de crédit de trésorerie a été mise en œuvre par deux organismes formels et où des opérateurs informels s'y étaient engouffrés également.

Les matériaux mobilisés pour l'étude conduite proviennent des cahiers de tenue des crédits au niveau des Coopératives villageoises de producteurs de coton (CVPC) et de très nombreux entretiens avec les paysans dans les villages. L'étude a concerné trois des six Communes du Département des Collines, et réalisée dans 15 CVPC sur un total de 102. Les 15 CVPC ont été choisies pour représenter trois types de localités selon le degré de dominance d'autochtones et le degré d'éloignement des lieux d'origine des allochtones. Tous les producteurs de coton des 15 CVPC ont été intégrés dans l'étude, soit un nombre total de 537.

Les longs entretiens avec les paysans des CVPC étudiées, combinés à l'accès aux cahiers de crédit tenus par les CVPC, ont permis de comprendre les modalités d'octroi et de remboursement des crédits de trésorerie, et de reconstituer les données de crédit pour tous les paysans de l'étude, aussi bien pour les intrants obtenus auprès des sociétés cotonnières que pour les crédits de trésorerie. Ce gros travail de reconstitution des données a été complété par une enquête en un passage pour relever les éléments structurels relatifs aux chefs d'exploitations (âge, niveau d'éducation...), des familles concernées (nombre d'épouses, nombre de jeunes participants aux travaux dans les champs...) et des exploitations (surface totale cultivée, pratique de la culture attelée).

L'exploitation du contenu des cahiers des CVPC a été facile pour les crédits intrants, mais beaucoup moins pour le crédit de trésorerie. Pour ce dernier, il a fallu distinguer les crédits alloués par les deux opérateurs formels (cf. infra) et par les opérateurs informels. Dans le cas des opérateurs informels, le crédit octroyé à chaque paysan était indiqué seulement par la date d'obtention du crédit, le montant à rembourser et la date de remboursement effectif. Il a fallu s'entretenir avec chaque paysan, évoquer les reconnaissances de dettes qu'ils avaient signées, pour reconstituer les montants réels des crédits obtenus des opérateurs informels. Cette reconstitution détaillée était nécessaire pour déduire les taux d'intérêt effectivement appliqués par les prêteurs informels.

La rentabilité de la production de coton a été appréhendée par le ratio extrant/intrant et par deux indicateurs de marge financière. Il s'agit d'abord de la marge après remboursement des intrants (MARI) couramment utilisée dans les études portant sur la production cotonnière en Afrique francophone. Nous avons introduit en supplément la marge après le remboursement des intrants et des crédits hors intrants (MARICHI), ces derniers correspondant aux crédits de trésorerie.

Après une analyse descriptive des résultats pour indiquer la fréquence du recours au crédit informel, les montants représentés, les taux d'intérêt appliqués et l'incidence sur la rentabilité de la culture cotonnière, les facteurs influençant la demande de crédit de trésorerie ont été déterminés par régression logistique. Celle-ci a été conduite pour expliquer le recours au crédit d'une part et d'autre part le recours à un seul crédit versus le recours à plusieurs crédits. L'Annexe 1 présente les variables explicatives relevant de l'exploitation et de la pratique de la culture cotonnière, ainsi que les signes des effets attendus.

RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

ACTEURS ET MODALITÉS DU CRÉDIT DE TRÉSORERIE

Modalités des opérateurs formels

L'engagement du crédit spécial dans le département des Collines a fait intervenir deux types d'organisation. L'organisation non gouvernementale CFAD (Centre pour la Formation et l'Appui au Développement) a été spécifiquement retenue pour la mise en œuvre en plus des Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel (CLCAM). Ces dernières étaient opérationnelles depuis 1987 pour octroyer aux commerçants des crédits sur 10 mois avec un taux d'intérêt de 20%, et une pénalité de retard de 10% par mois. Ce sont ces modalités qui se sont appliquées aux paysans cotonniers, avec seulement un ajustement de la période d'octroi de crédit. L'ONG CFAD, opérateur principal, s'est alignée sur ces mêmes modalités, avec cependant un taux d'intérêt moindre de 5% et sans application de la pénalité de retard.

L'accès aux crédits des CLCAM et du CFAD était très administratif, suivant des modalités peu adaptées au cas des paysans. Chaque producteur devait remplir et signer une fiche de demande de crédit spécifiant entre autres le chiffre d'affaires prévisionnel de la campagne. L'octroi du crédit demandé était conditionné notamment à l'avis motivé du comité de CVPC.

Fondamentalement, les procédures mises en œuvre par les organismes formels induisaient de fait l'adossement des crédits de trésorerie par les CVPC, et donc à la commercialisation du coton, sans cependant implication des sociétés cotonnières. Au paiement du coton commercialisé, la somme versée aux paysans était défalquée d'abord du prélèvement pour rembourser le crédit intrants aux sociétés cotonnières puis de celui pour rembourser les crédits de trésorerie inscrits dans les cahiers de crédit tenus par les CVPC.

Modalités des opérateurs informels

L'intervention des opérateurs informels était motivée aussi bien par la nécessité des paysans de se tourner vers eux que par l'intérêt ressenti par ces opérateurs d'y

répondre. Les besoins des paysans n'étaient pas couverts suffisamment par les opérateurs formels. Du côté des opérateurs de crédit informel, la sécurité de recouvrement des crédits octroyés leur était assurée par les modalités décrites.

La nature des opérateurs informels était très diverse, mais les conditions appliquées étaient les mêmes. Les commerçants n'étaient pas les seuls à intervenir, ils étaient complétés par des paysans un peu plus aisés et ayant des liquidités à prêter, des enseignants installés dans les zones rurales, des fonctionnaires ou leurs épouses mais aussi des associations de parents d'élèves. C'est une diversité d'intervenants que Defo (2005) avait déjà soulignée. Tous ces intervenants se sont alignés sur les taux d'intérêt de 50% pour un remboursement dans les six mois suivant l'octroi du crédit, et de 100% au-delà jusqu'à la limite de dix mois. Dans la réalité, le taux de 100% s'est appliqué de manière quasi exclusive du fait du retard du paiement du coton par les sociétés cotonnières.

Le caractère usuraire du crédit informel pouvait être renforcé par l'obligation pour les emprunteurs de s'engager dans la vente par anticipation (ou achat sur pied), mais à vil prix, des autres productions monétaires des paysans. Ainsi, «le soja sur pied» était cédé au prix de 3000 F CFA/bassine (de 30 à 32 kg) alors que le prix observé après la récolte était de 9000 F CFA/bassine. Le kilo de noix de cajou vendu à l'avance était cédé à 100 F CFA contre 300 à 350 F CFA à la période de la récolte. Ce sont des écarts de prix très nettement supérieurs à ceux rapportés au Ghana (Quartey *et al*, 2012)).

Coercition et trappe de pauvreté

En dépit de l'insertion du remboursement du crédit informel dans le paiement du coton-graine commercialisé, le recouvrement pouvait ne pas être total pour diverses raisons (aléas climatiques, maladie du paysan...) et donner lieu à coercition. Sur la base de la reconnaissance de dette produite par le prêteur (le plus souvent les commerçants), le paysan défaillant est convoqué à la gendarmerie, mis en détention, et libéré le plus souvent après que le paysan s'est engagé dans une nouvelle reconnaissance de dette pour rembourser le reliquat du prêt l'année suivante avec un taux d'intérêt de 100%. A titre d'illustration, un paysan qui aurait eu à rembourser 100 000 F CFA pour avoir contracté un crédit de 50 000 F CFA et qui n'en a remboursé que 60 000 F CFA, aura à signer un nouvel engagement de 80 000 F CFA pour rembourser la campagne suivante le reliquat de 40 000 F CFA. Sur deux campagnes, il aura payé 140 000 F CFA pour avoir contracté une dette de 50.000 F CFA. La complicité des forces de l'ordre dans la mise en œuvre de la coercition faisait peu de doute aux yeux des paysans.

La trappe de pauvreté était actionnée en cas de défaut dans le remboursement du crédit informel car un processus vicieux s'en trouvait enclenché. Le coût financier à

assumer pour le crédit d'une année N-1 n'affranchissait pas du besoin de s'engager dans un nouveau crédit pour produire du coton en année N, seule possibilité pour le paysan d'espérer les rentrées monétaires afin de s'acquitter de sa dette. Une telle possibilité, dans les conditions d'octroi du crédit induisant une faible rentabilité de la production du coton (cf. infra), pouvait s'avérer n'être qu'une illusion.

Etendue, impacts et facteurs du crédit informel

Crédit largement répandu et informel

Le nombre de crédits de trésorerie enregistrés dans les cahiers des CVPC a été supérieur au nombre de paysans suivis dans l'étude ($171 + 492 = 663$ crédits pour 537 paysans), indiquant que des paysans avaient eu recours à plus d'un crédit au cours de la campagne (Tableau 1).

Tableau 1 : *Caractéristiques des crédits de trésorerie*

	Opérateurs de crédit			
	Formels	Informels		
	CDC *	CDC *	CFC **	Total
Nombre de bénéficiaires	171	423	172	492
Nombre de crédits alloués	191	440	173	613
Valeur totale des crédits, CFA	13 096 600	32 962 000	12 934 250	45 896 250
Valeur moyenne d'un crédit, CFA	68 569	74 914	74 764	74 872
Valeur minimale d'un crédit, CFA	10 000	10 000	7 500	7 500
Valeur maximale d'un crédit, CFA	350 000	750 000	1 068 000	1 068 000
Valeur totale de remboursement, CFA	15 469 030	64 949 000	24 558 500	89 507 500
Taux d'intérêt moyen au remboursement, %	13,6	95,9	86,1	93,1
Durée moyenne de crédit, jours	333	326	156	278
Taux d'intérêt annuel moyen, %	14,9	107,3	202,1	134,1

* CDC = crédit de début de campagne (avant le 15 juillet) ; ** CFC = crédit de fin de campagne (après le 15 octobre)

Les crédits octroyés par les opérateurs informels ont représenté près des 3/4 du total de crédits enregistrés, en début ou en fin de cycle, alors que les opérateurs formels n'avaient fourni que des crédits en début de cycle.

En termes de valeur, le montant des crédits fournis par les acteurs informels a été plus de trois fois celui assuré par les deux entités formelles. Les montants moyens de crédit ont été similaires pour les deux types de crédit; formels et informels, mais les montants maximaux ont été plus élevés avec le crédit informel.

Au total, la valeur au remboursement du crédit informel a été bien supérieure à

celle du crédit formel (dans un rapport de près de 6 pour 1), en conséquence d'un volume de crédit plus élevé et du taux d'intérêt largement supérieur. Le paiement tardif du coton pour la campagne considérée, vers avril-mai 2013, a contribué à faire dépasser la durée de six mois pour bénéficier d'un taux d'intérêt plus faible.

Crédit usuraire des opérateurs informels

Pour ce qui concerne le crédit alloué par les deux entités formelles, le taux moyen d'intérêt au remboursement a été de 13,6% ce qui paraît raisonnable dans le contexte des pays africains mais celui du crédit informel a été bien illustratif du crédit usuraire (93,1%). Ce taux, très proche de 100% indique que rares étaient les paysans capables de rembourser dans les six mois suivant l'obtention du crédit auprès des opérateurs du crédit informel.

Le caractère usuraire extrême a été encore plus flagrant en considérant la durée effective du crédit, inférieure à l'année, surtout s'agissant du crédit informel (278 versus 333 jours pour le crédit formel). Le taux d'intérêt annuel du crédit informel a été ainsi de près de dix fois celui du crédit formel (134,1 vs 14,9%).

Le caractère usuraire extrême a été encore plus marqué avec les crédits alloués en fin de campagne exclusivement assurés par les opérateurs informels et qui ont été remboursés à la même période que les crédits de début de saison agricole, après le paiement du coton. Rapportés à l'année, les taux d'intérêt ont été respectivement de 107,3% et 202,1% pour les crédits de début et de fin de campagne alloués par les acteurs informels. Ce sont des taux qui sont au moins égaux ou supérieurs à ceux identifiés en Asie (Barslund et Tarp 2008; Kaino 2006), mais avec des écarts de taux entre les opérateurs formels et informels nettement plus élevés (Bell 1990; Barslund et Tarp 2008). Les niveaux que nous avons calculés permettent de comprendre pourquoi les microcrédits, distribués avec un taux médian d'intérêt d'environ 30% dans les pays au sud du Sahara (Rosenberg et al., 2009), ont été perçus positivement par les bénéficiaires. Nous saisissons aussi l'incidence négative des retards de paiement, liés aux dysfonctionnements ou aux difficultés financières des filières cotonnières, sur le bilan économique des paysans cotonniers lorsqu'ils doivent obtenir des crédits tardifs.

Recours non généralisé, mais presque

Bien que le nombre de crédits de trésorerie ait dépassé le nombre de paysans suivis dans l'étude, nous avons observé une minorité de 27 paysans suivis (5%) qui n'y a pas recouru (Tableau 2). Pour la majorité des paysans recourant au crédit de trésorerie, ils se répartissaient à peu près à égalité à prendre un seul crédit ou à en prendre plus d'un. Il convient de noter que le nombre limité des paysans sans crédit n'empêche pas l'application des modèles d'analyse quantitative mais il réduit la puissance des tests statistiques (c'est-à-dire la capacité à atteindre le seuil de signification sta-

tistique des tests). Par contre, si la signification statistique est néanmoins observée, c'est que les effets correspondants sont bien réels.

Tableau 2 : *Crédits et rentabilité cotonnière selon le nombre de crédit de trésorerie*

		Nombre de crédits de trésorerie			Valeur p
		0	1	>1	
1	Nombre d'exploitations	27	282	228	
2	Crédits contractés, CFA/ha				
3	Crédit/remboursement des intrants	112225 a	91406 c	96667 b	0.001
4	Engrais	45568	44122	41862	0.059
5	dont engrais complexe	33914 a	33701 a	30986 a	0.009
6	Pesticides	66658 a	47285 c	54805 b	< 0,0001
7	dont insecticides	61010 a	44309 c	50357 b	0.000
8	Crédit et remboursement du crédit de trésorerie				
9	Montant du crédit de trésorerie		45 499	123138 ***	< 0,0001
10	Remboursement du crédit de trésorerie		85 587	219806 ***	< 0,0001
11	Montant moyen d'un crédit de trésorerie		45 499	55 468	0.160
12	Performance de la production cotonnière				
13	Rendement, kg/ha	1167	989	997	0,154
14	Valeur du coton produit	303384	257046	259339	0.154
15	Marge après remboursement des intrants	191159	165640	162671	0.442
16	Marge après remboursement des crédits intrants et de trésorerie	191159 a	80052 a	-57135 b	< 0,0001

Notes : Valeur p du test de Fisher ; Les moyennes associées à des lettres différentes sont significativement différentes au seuil de 5% dans les comparaisons 2 à 2 par le test de Newman-Keuls.

Le manque de puissance des tests statistiques ne permet d'indiquer que la capacité de la minorité de paysans à ne pas recourir au crédit de trésorerie procédait de différences dans les caractéristiques du chef d'exploitation, de sa famille, de son exploitation ou de sa culture cotonnière, même si les signes des effets correspondaient aux anticipations. En dépit de la faible puissance évoquée, les résultats montrent que les paysans sans crédit de trésorerie se distinguaient par un niveau de crédit intrants (Tableau 2, ligne 3), et donc potentiellement un niveau d'utilisation des intrants, supérieur à celui des paysans qui ont dû y recourir. Cette différence provenait essentiellement de l'utilisation des insecticides (ligne 7), pour induire un rendement arithmétiquement plus élevé (ligne 13). Pour les paysans ayant obtenu plus d'un crédit, le montant du crédit obtenu a été près de trois fois celui des paysans à crédit unique (ligne 10), tout comme le montant à rembourser (ligne 11), alors que le montant moyen d'un crédit était similaire (ligne 12)

Crédit de trésorerie, facteur principal de production

A l'hectare de coton cultivé, la valeur des crédits de trésorerie a été inférieure à celle du crédit intrants, du moins pour les paysans n'ayant recouru qu'à un seul crédit de trésorerie. Par contre, en remboursement, compte tenu du niveau élevé de taux d'intérêt, la valeur a été égale à celle pour payer les crédits intrants (Tableau 2, lignes 3, 9 et 10) pour les paysans à un seul crédit de trésorerie, et plus du double pour les paysans à crédits multiples de trésorerie.

Pour l'ensemble des paysans enquêtés, la valeur du remboursement des crédits de trésorerie (104,8 millions CFA) a été supérieure à celle des intrants fournis à crédits (97,3 millions CFA), même en comptant les paysans qui n'avaient pas pris de crédit de trésorerie. Autrement dit, les intrants fournis à crédit n'ont pas été la principale source de ponction dans le revenu lors de la commercialisation du coton-graine.

L'hypothèse que le crédit de trésorerie sert, au moins en partie, à payer la main-d'œuvre temporaire est soutenue par les résultats de la régression logistique (Tableau 3). Les résultats sont présentés seulement pour cerner les facteurs influençant le recours à un seul crédit versus le recours à plusieurs crédits, cas avec signification statistique. Tous les effets positifs attendus, indiqués par les signes des coefficients, sont confirmés mais pas toujours statistiquement significatifs en raison de la faible puissance des tests pour la raison déjà évoquée. C'est cependant le cas pour le facteur de compétence (liée à la formation en alphabétisation fonctionnelle) ainsi que pour les facteurs réduisant la contrainte en main-d'œuvre au sein de l'exploitation tels qu'une plus grande participation des jeunes aux travaux des champs ou le recours à l'herbicide. L'incidence négative du nombre d'épouses va aussi dans le même sens du fait des soins à accorder aux enfants en bas âge et qui peuvent réduire potentiellement leur présence dans les champs des maris.

Tableau 3 : Régression logistique sur le recours des paysans au crédit de trésorerie

Variables explicatives	Var. dépendante : Recours à un seul crédit (vs plusieurs)	
	Coef. b (std dev)	
Caractéristiques de l'exploitation		
Âge du chef d'exploitation	0,088	(0,080)
Nombre d'années à l'école du chef d'exploitation	-0,064	(0,068)
Avoir bénéficié d'une alphabétisation fonctionnelle	0,181**	(0,068)
Nombre d'épouses	-0,147*	(0,064)
Nombre de jeunes participants aux travaux des champs	0,154*	(0,063)
Nombre d'ouvriers agricoles	0,073	(0,079)

Variables explicatives	Var. dépendante : Recours à un seul crédit (vs plusieurs)	
	Coef. b (std dev)	
Superficie totale cultivée, ha	-0,135	(0,093)
Pratique la culture attelée	-0,063	(0,062)
Pratiques dans la culture du coton		
Nombre d'année de culture du coton	0,082	(0,081)
Utilisation de l'herbicide	0,230***	(0,056)
-2 Log(Vraisemblance)		
Khi2=37,799		37,799
Pr>Khi2		<0,0001

Note : *, **, *** marquent la signification statistique aux seuils de probabilité de 95, 99 et 99,9%

Rentabilité faible et trappe de pauvreté

Entre les paysans ayant recouru ou pas au crédit de trésorerie, le ratio extrant/intrant et la marge après remboursement des intrants ont été similaires (Tableau 4). Par contre, la valeur après remboursement des crédits intrants et de trésorerie, a été en moyenne quasi nulle (18721 FCFA ou 28,5 €/ha) pour les paysans ayant recouru au crédit de trésorerie, très nettement inférieure aux autres. Pour ces paysans à crédit de trésorerie, ce dernier a été remboursé pratiquement en totalité par ce qui restait après le remboursement des intrants.

La distribution des paysans selon le niveau atteint de MARICHI montre que près de 40% des paysans ayant recouru au crédit de trésorerie ont souffert d'une marge négative, soit près de six fois la proportion observée avec les paysans sans crédit de trésorerie. On peut subodorer que ces paysans à marge négative ont dû engager d'autres sources que le coton (comme la vente sur pied du soja ou de cajou) pour rembourser le crédit de trésorerie ou négocier un rééchelonnement du crédit, s'engageant ainsi dans la trappe de pauvreté.

Tableau 4 : Performance comparée des paysans recourant ou pas au crédit de trésorerie

		Paysans et crédit de trésorerie		p values
		Avec	Sans	
1	Nombre de paysans	510	27	
2	Surface cotonnière, ha	1,9	1,7	0,412
3	Rendement, kg/ha	992	1 167	0,055
4	Crédit-remboursement intrants, CFA/ha	93758**	112 226	0,002
5	dont insecticide, CFA/ha	47013**	61 010	0,004
6	Ratio extrant/intrants	2,9	2,8	0,652

		Paysans et crédit de trésorerie		p values
		Avec	Sans	
7	MARI ¹ , CFA/ha	164 312	191 159	0,215
8	MARICHI ² , CFA/ha	18721**	191 159	0,006
9	Distribution des paysans selon la MARICHI ² , %			
10	Marichi négative	39,8 ***	7,4	< 0,0001
11	Marichi/coût des intrants <1	21	22,2	0,884
12	Marichi/coût des intrants = 1 à 2	22,5	29,6	0,429
13	Marichi/coût des intrants >2	16,7**	40,7	0,012

¹ MARI = Marge après remboursement des intrants ; ² MARICHI = Marge après remboursement des intrants et hors intrants (trésorerie)

CONCLUSION

Notre étude réalisée dans le département des Collines, au centre du Bénin, est la première à appréhender les modalités du crédit de trésorerie obtenu de manière informelle par les paysans producteurs de coton. L'étude a été possible à partir d'une initiative d'octroi de crédit formel de trésorerie qui a attiré les opérateurs informels à intervenir et à révéler leurs pratiques.

En situation d'insuffisance de crédit formel de trésorerie, le recours au crédit informel a été quasi généralisé dans des conditions usuraires extrêmes. Le taux d'intérêt appliqué dépasse les 100% sur une base annuelle, et même les 200% pour les crédits alloués en fin de campagne.

Dans les conditions observées d'usure du crédit informel de trésorerie, le remboursement de ce type de crédit a été le principal facteur de production au champ du coton, et fort coûteux. Il en découle que les paysans concernés ont cultivé le coton essentiellement pour le profit des usuriers dont la place dans la filière est jusqu'à maintenant occultée.

Bien que les résultats de l'initiative d'octroyer de manière formelle du crédit de trésorerie soient insuffisants, les conditions mises en évidence du crédit informel soulignent l'importance cruciale d'un crédit formel. Mais ce dernier doit être octroyé de manière efficace, ajusté pour répondre aux besoins des paysans en termes de timing et de volume.

L'étude a porté sur le Bénin, sur une région particulière du pays et dans un contexte particulier, il convient d'aborder le sujet du crédit de trésorerie des paysans dans d'autres régions et pays. C'est ainsi qu'on pourra cerner dans quelle mesure les opérateurs de crédit informels ont été les grands gagnants des politiques cotonnières des pays concernés, souvent exécutées avec appui extérieur.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAMS, JOHN, HANS-PETER BRUNNER, AND FRANK RAYMOND. 2003. "Interactions of Informal and Formal Agents in South Asian Rural Credit Markets." *Review of Development Economics* 7 (3): 431–44.
- DEFO, T. (2005). *L'impact des circuits financiers informels et semiformels dans la mobilisation de l'épargne et le financement du développement: cas de l'Afrique francophone*. *African Development Review*, 9(1), 234–270. doi:10.1787/010624746507
- KAINO, TOMOKO. 2006. "Rural Credit Markets in Myanmar: A Study of Formal and Non-Formal Lenders." *Asian Journal of Agriculture and Development* 4 (1): 1–15.
- KPADÉ, PATRICE. 2011. "Adaptation de la coordination et nouvelles contradictions entre acteurs du système coton au Bénin face à la libéralisation économique." *Ecole Doctorale LISIT 491*. Dijon (France): Université de Bourgogne.
- LELE, U, N VAN DE WALLE, AND M GBETIBOUO. 1989. "Cotton in Africa : An Analysis of Differences in Performances." Washington: MADLA The World Bank.
- POSANI, B. (2009). *Crisis in the countryside: farmers' suicide and the political economy of agrarian distress in India* (No. 09-95). London.
- POULTON, COLIN, PETER GIBBON, BENJAMINE HANYANI-MLAMBO, JONATHAN KYDD, WILBALD MARO, MARIANNE NYLANDSTED LARSEN, AFONSO OSORIO, DAVID TSCHIRLEY, AND BALLARD ZULU. 2004. "Competition and Coordination in Liberalized African Cotton Market Systems." *World Development* 23 (3): 519–36.
- QUARTEY, P., UDRY, C., AL-HASSAN, S., & SESHIE, H. (2012). *Agricultural financing and credit constraints : the role of middlemen in marketing and credit outcomes in Ghana* (No. 12/0160). Institute of Statistical, Social and Economic Research.
- ROSENBERG, RICHARD, ADRIAN GONZALEZ, AND SUSHMA NARAIN. 2009. *The New Moneylenders: Are the Poor Being Exploited by High Microcredit Interest Rates?*. 15. Occasional Paper. Washington DC.
- SADANANDAN, A. (2014). *Political economy of suicide: Financial reforms, credit crunches and farmer suicides in India*. *The Journal of Developing Areas*, 48(4), 287–307.
- THÉRLAULT, V, & TSCHIRLEY, D. L. (2014). *How institutions mediate the impact of cash cropping on food crop intensification: An application to cotton in Sub-Saharan Africa*. *World Development*, 64, 298–310. doi:10.1016/j.worlddev.2014.06.014
- VISVANATHAN, S. (1998). *The sadness of cotton*. *Economic and Political Weekly*, 33(7), 323–324.